

Cities and Space: the Future Use of Urban Land, en collaboration. Un vol., 6 po. x 9, relié, 261 pages. — THE JOHNS HOPKINS PRESS, Baltimore 18, Md., É.-U, 1963. (\$5.50)

Denis Germain

Volume 41, numéro 2, juillet–septembre 1965

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1004161ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1004161ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Germain, D. (1965). Compte rendu de [*Cities and Space: the Future Use of Urban Land*, en collaboration. Un vol., 6 po. x 9, relié, 261 pages. — THE JOHNS HOPKINS PRESS, Baltimore 18, Md., É.-U, 1963. (\$5.50)]. *L'Actualité économique*, 41(2), 331–332. <https://doi.org/10.7202/1004161ar>

l'espace comme dans le temps, donc dynamique à tous ces titres. Ordre qui, s'il n'élimine pas complètement la contingence et le hasard, ne leur laisse pourtant qu'une place mineure, faute de quoi on ne saurait parler d'un ordre... » (p. 267).

Peut-on dans ces conditions parler actuellement de science économique ? Terminons en citant encore un passage de l'auteur... « Tel est, autant qu'on en puisse juger aujourd'hui, la vocation de notre champ économique : la place de l'expérience, donc des lois induites, y est nulle ; celle des lois correctement déduites d'hypothèses plausibles y est restreinte ; celle des hypothèses non vérifiées, présentées sans vergogne sous forme de thèse, y est grande ; celle des préceptes présumptueux y est encombrante... » (p. 267).
Bernard Bonin

Cities and Space : the Future Use of Urban Land, en collaboration. Un vol., 6 po. x 9, relié, 261 pages. — THE JOHNS HOPKINS PRESS, Baltimore 18, Md., É.-U., 1963. (\$5.50).

Cet ouvrage fait suite à un symposium tenu en 1962 par le groupe de Resources for the Future, organisme qui s'est donné pour tâche de faire des recherches concernant le développement, la conservation et l'utilisation des richesses naturelles. Les textes qu'il contient reposent sur les communications présentées à l'occasion de ce symposium dont le thème central concerne le problème de l'urbanisation, envisagé plus particulièrement sous l'aspect de l'utilisation du territoire urbain.

Les collaborateurs à ce volume sont, dans l'ordre de présentation des textes, MM. L. Wingo, principal responsable de la publication, M.-M. Webber, J.-B. Tankel, Mme C. Bauer Wurster, MM. F. Gutheim, L.-J. Duhl, R. Artle, C.-M. Haar et H. Fagin. Les principaux sujets abordés concernent : la nécessité de maintenir une certaine unité dans les communautés urbaines, l'importance d'avoir des espaces ouverts, la forme et la structure des futures agglomérations urbaines, la famille dans la mégalopolis, la politique gouvernementale face au besoin d'aménager d'une façon économique le territoire urbain, le contrôle social de ce territoire, l'utilisation de l'espace en regard du comportement social futur.

L'intérêt de ces exposés réside dans le fait qu'ils soulèvent un bon nombre de questions auxquelles très peu de personnes s'étaient, jusqu'à maintenant, intéressées. En face du développement phénoménal des villes et des régions métropolitaines, depuis la dernière guerre mondiale en particulier, on en vient à se demander si la structure des grandes agglomérations, qui se sont développées la plupart du temps au petit bonheur, répond bien au besoin de la population pour ce qui est de l'aspect humain de son développement. Ne pourrait-on pas concevoir des façons d'aménager des villes qui, tout en satisfaisant l'aspect rationalité, seraient plus humaines ? La congestion, fléau des grandes régions métropolitaines et qui s'accroît à mesure que le nombre d'automobiles augmente, peut-elle être éliminée ou au moins diminuée tout en conservant la forme et la structure actuelle des villes ? Le problème du logement est-il appelé à se perpétuer ? Autant de

points qui sont discutés dans une optique très large, en remettant en cause les cadres actuels.

On ne doit pas s'attendre, dans ce volume, à trouver des réponses précises à toutes les questions soulevées. Seules des expériences sérieuses pourront fournir des indications quant aux solutions qui ont le plus de chances d'être vraiment efficaces, dans l'état actuel des choses. Et ces solutions ne seront pas nécessairement celles qui auraient dû être apportées il y a cinquante ans, ni celles qui répondront aux problèmes auxquels auront à faire face les générations futures. C'est donc dire que le champ d'action des chercheurs dans ce domaine est non seulement vaste en étendue mais impérissable dans le temps.

Denis Germain

Le capital dans l'économie japonaise, par ROGER CUKIERMAN. Un vol., 6 po. x 9½, relié, 183 pages. — Collection « ÉTUDES ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES DE L'INSTITUT DE SCIENCE ÉCONOMIQUE APPLIQUÉE », P.U.F., Paris, 1962.

L'économie japonaise a connu, depuis 1878, un remarquable taux de croissance et ceci malgré une dotation inadéquate de trois facteurs de production : peu de ressources naturelles, population trop abondante et pénurie de capital. Cette dotation en facteurs explique la « croissance close » de l'économie japonaise. L'apport des capitaux étrangers, en effet, a été faible : l'investissement direct étranger, en particulier, fut limité chaque fois que l'exploitation du sol était en jeu, si bien que l'agriculture, les mines, les transports lui furent interdits. Il faudra attendre la fin de la Deuxième Guerre pour que l'apport du capital étranger devienne important et que les investissements directs s'accroissent. Cette tendance était apparue avec le 20^e siècle mais avait été interrompue par l'impérialisme nippon. Même après 1945, les Japonais craignant toujours la domination étrangère ont préféré la simple assistance technique au prêt et le prêt à la participation financière. L'entrée des capitaux étrangers est réglementée depuis 1950, et le gouvernement publie, chaque année, une liste des activités pour lesquelles il souhaite trouver assistance et capitaux étrangers.

C'est, en réalité, l'action des pouvoirs publics qui a été déterminante pour le développement de l'économie japonaise. L'action de l'État s'est exercée dans diverses directions. Celui-ci a lancé et exploité directement des entreprises : construction navale, munitions, papier, acide sulfurique, soude, chemins de fer, ciment, mines, filatures, etc., et a investi dans des activités indispensables au développement économique mais grosses consommatrices de capital. De plus, il a aidé l'industrie privée au moyen de prêts gouvernementaux, de dégrèvements fiscaux, de subventions et de la vente d'entreprises gouvernementales à bas prix. À partir de 1930, il encouragera la concentration des entreprises, la formation de cartels et créera des sociétés d'économies mixtes. Depuis 1945 toutefois, l'interventionnisme de l'État est moins marqué.

L'un des traits caractéristiques de l'économie japonaise, selon l'auteur, est la disparité entre le niveau de consommation et l'accroissement du revenu national.